

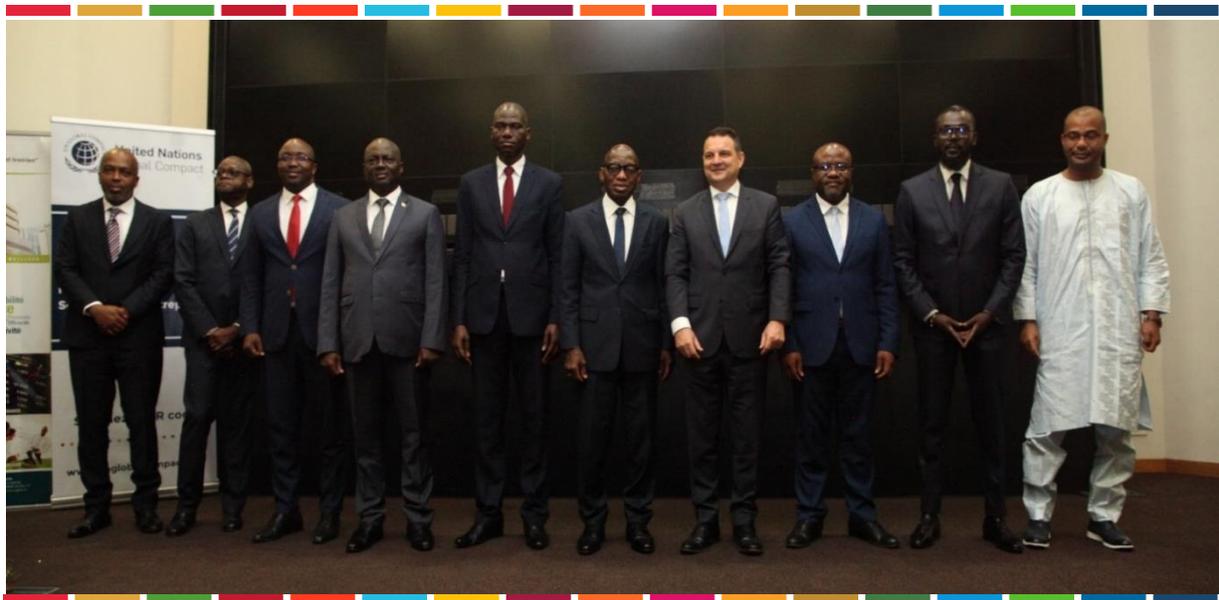


THEME

Contribution du secteur privé à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable en Côte d'Ivoire



RAPPORT



Jeudi 13 avril 2023, Maison de l'Entreprise, Abidjan-Plateau



INTRODUCTION

Le Forum sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), organisé le 13 avril 2023 par la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), le Bureau du Coordinateur Résident des Nations Unies en Côte d'Ivoire et le Hub Afrique du Pacte Mondial des Nations Unies (à Abuja), avait pour objectif de favoriser les échanges sur l'engagement des entreprises dans le développement durable en Côte d'Ivoire. Il visait également à sensibiliser les chefs d'entreprise aux opportunités offertes par le Pacte Mondial pour les entreprises qui rejoignent cette initiative.



Le Forum, qui s'est tenu à la Maison de l'Entreprise, a réuni les dirigeants d'entreprises, des responsables en charge de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), des représentants du Ministère du Commerce, de l'Industrie et la Promotion des PME, des représentants des Agences du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire ainsi que des membres de la société civile. Au total, près de 160 participants y ont pris part. Le thème central du Forum était la contribution du secteur privé aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'événement a permis de réfléchir sur le financement du développement durable par les ressources domestiques, y compris le secteur privé, et le rôle que les Nations Unies peuvent jouer dans ce processus. Le programme comprenait une cérémonie d'ouverture, une communication sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et le Pacte Mondial des Nations Unies, d'un premier panel de haut niveau portant sur le thème "Le secteur privé ivoirien face aux enjeux du développement durable", et d'un second panel axé sur les politiques de RSE et la création de valeur au sein de l'entreprise". Les échanges ont été suivis d'une session de clôture qui a permis de synthétiser les points clés de la journée.

CEREMONIE D'OUVERTURE DU FORUM

La cérémonie d'ouverture a été marquée par 3 discours.

Discours de M. Vallassine Diarrassouba, Vice-président de la CGECI, représentant M. Ahmed Cissé, Président de la CGECI

A l'ouverture du Forum sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), M. Vallassine Diarrassouba a exprimé sa gratitude envers le Système des Nations Unies, le Gouvernement et les participants pour leur présence massive. Il a souligné que ce forum était un rendez-vous pour l'émergence d'un nouveau paradigme, en rappelant que la Côte d'Ivoire s'était engagée depuis 2015 dans la promotion des actions en faveur du développement durable.



Messages clés :

1. La mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) nécessite d'importantes ressources financières que l'Etat seul ne peut mobiliser.
2. La RSE est un outil essentiel pour la bonne gouvernance des entreprises et la gestion de leurs ressources. Elle est également un moyen pour prévenir les risques juridiques auxquels les entreprises peuvent être confrontées. Il est donc important pour les entreprises de comprendre l'apport de la RSE dans leur activité.
3. La CGECI s'engage à mobiliser les entreprises à la RSE et de promouvoir la RSE au sein des PME. Elle invite les entreprises à adhérer au Pacte mondial des Nations Unies qui vise à accompagner la RSE des entreprises.

Discours du Coordonnateur Résident, Système des Nations Unies, M. Philippe Poinot



Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, M. Philippe Poinot, a souligné l'importance de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et des Objectifs de Développement Durable (ODD) lors de son discours. Il a rappelé que les 17 ODD ne sont pas seulement des objectifs des Nations Unies, mais aussi la responsabilité de tous les Etats Membres qui se sont engagés à les mettre en œuvre. Chacun de ces objectifs est décliné en cibles précises et représente une promesse pour les générations présentes et futures.

Messages clés

1. Le financement des ODD ne provient pas seulement de l'aide publique, mais aussi du secteur privé, qui est responsable de la réalisation de 74% de ces objectifs à travers le financement du Plan national de développement (PND) 2021-2025.

2. Le nouveau paradigme consiste à considérer que l'atteinte des ODD peut se faire à travers le modèle d'affaires de l'entreprise. La RSE doit être intégrée à l'activité principale de l'entreprise et nécessite la définition d'objectifs et la mesure des progrès.
3. Le Global Compact ou Pacte Mondial est une initiative qui peut aider les entreprises à engager leur responsabilité pour la mise en œuvre des ODD. Il regroupe 18 000 entreprises dans le monde, dont 800 en Afrique et seulement 5 en Côte d'Ivoire. Il est nécessaire de mettre en place un réseau local en Côte d'Ivoire pour encourager la participation des entreprises à cette initiative. Les participants sont invités à poursuivre les réflexions et à faire des recommandations pour la mise en œuvre de ce projet

Discours du représentant du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME

M. Emmanuel Tra Bi, Directeur Général de l'Industrie représentant Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, Monsieur Souleymane Diarrassouba, a lancé l'appel à agir pour protéger la planète afin de vivre dans la paix et la prospérité et assuré l'engagement du Gouvernement à la promotion d'un secteur privé fort et dynamique et pleinement engagé dans la mise en œuvre des ODD.



Messages clés

1. Un secteur privé fort est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable, et le gouvernement s'engage à promouvoir un tel secteur.
2. Les entreprises doivent prendre en compte la responsabilité sociale de leurs activités et leur impact sur les communautés et l'environnement. Il faudra sensibiliser les entreprises sur le fait que la prise en compte de la démarche RSE dans leurs activités permettra d'améliorer leur performance globale et de contribuer significativement aux ODD.
3. En plus des aspects économiques, les entreprises sont attendues sur leur solidarité, leur comportement envers les communautés et le respect de l'environnement, c'est-à-dire sur leur responsabilité sociale.
4. Un appel lancé en faveur de la RSE en tant qu'outil de la mise en œuvre des ODD et une assurance du soutien du Gouvernement aux côtés des acteurs pour le projet de mise en place de réseau local du Pacte Mondial.

COMMUNICATION : LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

La session de communication sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et le Pacte Mondial des Nations Unies a débuté par la projection d'un film institutionnel retraçant l'histoire et les enjeux du Pacte Mondial en lien avec les ODD. A la suite de la projection, M. Felix Baengenga, Multi-Country Manager pour l'Afrique centrale du Pacte Mondial des Nations Unies, a exposé les opportunités qu'ont les entreprises adhérentes pour aligner leur modèle d'affaires sur chacun des ODD.

Messages clés

- Le Pacte Mondial des Nations Unies est important pour toutes les parties prenantes, y compris les entreprises, les ONG et les universités.
- Les 10 principes sur lesquels repose le Pacte Mondial sont regroupés en 4 thématiques : les normes internationales du travail, l'environnement, la lutte contre la corruption et les droits de l'homme.
- Le Pacte Mondial offre de nombreux avantages, tels qu'un programme d'apprentissage et de renforcement de capacités, ainsi que des réseaux locaux pour se connecter, apprendre, inspirer et dialoguer.
- Les avantages à intégrer le Pacte Mondial sont nombreux, notamment la fidélité du consommateur, l'efficacité opérationnelle, l'engagement des parties prenantes, la gestion des risques, l'innovation et la valorisation plus élevée des entreprises (pour la communication et les médias).

Une approche fondée sur des Principes



3

United Nations
Global Compact

Echanges avec les participants

Les raisons pour lesquelles le Pacte mondial a connu un faible taux d'adhésion en Côte d'Ivoire

- Le faible taux d'adhésion constaté dans les pays francophones est principalement dû au fait que les premiers documents et formations étaient en anglais, mais des dispositions sont prises pour tenir compte des priorités locales et contextualiser les thématiques abordées par le Pacte Mondial.

Les mesures prises par le Pacte Mondial pour harmoniser les référentiels en matière de RSE

- Le Pacte Mondial travaillera à favoriser une meilleure harmonisation des pratiques en matière de RSE en impliquant collectivement les entreprises, les Chambres et la Confédération des Entreprises, le Système des Nations Unies et le Gouvernement, notamment à travers son réseau local envisagé pour aider à établir un référentiel national en lien avec le PND pour permettre au gouvernement de capter les efforts du secteur privé.

PANEL DE HAUT NIVEAU :
LE SECTEUR PRIVE IVOIRIEN FACE AUX ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Panelistes :

- *Monsieur Tra Bi Emmanuel, Directeur de l'Industrie, Représentant M. Souleymane Diarrassouba, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME*
- *Dr Hervé Lado, Directeur Afrique, UN Global Compact*
- *M. Tidiane Boye, Représentant résident de l'ONUDI*
- *M. Honorat Boua, Directeur Général d'AZITO O & M*



Le panel de haut niveau sur le secteur privé face aux enjeux du développement durable modéré par M. Jean Syrille Kossy, Manager ESG chez KPMG visait à analyser le comportement des entreprises face aux défis de durabilité dans un contexte socio-économique dynamique et de plus en plus exigeant.

Commentaires des panelistes sur les mécanismes nationaux et internationaux mis en place pour faciliter l'intégration des enjeux du Développement Durable par les entreprises ivoiriennes.

Le représentant du ministre a souligné que le gouvernement ivoirien s'est engagé à intégrer les questions environnementales et sociales dans les Plans Nationaux de Développement et a pris des mesures pour sensibiliser les entreprises à la RSE, notamment par la mise en place d'un décret en cours d'élaboration et d'un cadre incitatif.

Dr Hervé Lado, Directeur Afrique UN Global Compact, a insisté sur la nécessité de mettre en avant les entreprises qui pratiquent déjà la RSE. Il souligne également l'importance de lier les Plans Nationaux de Développement (PND) aux Objectifs de Développement Durable (ODD), ainsi que l'existence d'un cadre de coopération, de concertation et de dialogue, et enfin des partenariats publics privés (PPP) pour parvenir à ces objectifs.

M. Tidiane Boye a souligné la nécessité de dépasser la RSE et de lier la profitabilité et la compétitivité des entreprises à la RSE, et donne l'exemple de 5 entreprises les plus polluantes qui ont mis en place des programmes de sensibilisation, travaillé sur des indicateurs, renforcé les capacités locales et amélioré leurs performances.

M. Honorat Boua a expliqué comment Azito, une entreprise énergétique, s'adapte aux mécanismes mis en place par l'Etat de CI pour les ODD, en mettant l'accent sur l'importance des PPP, des arrêtés d'exploitation et des exigences des bailleurs de fonds en matière de rapportage. Il souligne également que la RSE doit faire partie de la stratégie globale de l'entreprise.

Commentaires des panelistes sur l'existence d'opportunités pour les entreprises de s'engager dans une démarche de développement durable.

M. Emmanuel Tra Bi a indiqué que la RSE permet à des entreprises comme Azito de mobiliser des fonds, et que le Gouvernement met en place des dispositions institutionnelles et réglementaires pour encourager les entreprises à s'engager dans les ODD. Il ajoute que l'État soutiendra les entreprises qui s'engagent dans cette direction.

Pour Dr Lado, la première opportunité pour les entreprises est l'urgence de la situation actuelle, car seulement un quart des ODD ont été atteints à mi-parcours en 2022. Avec la pandémie de COVID-19, plusieurs pays ont enregistré une augmentation de la pauvreté et des inégalités. La deuxième opportunité est la réduction des coûts et l'amélioration de la profitabilité des entreprises.

M. Tidiane Boye a proposé la promotion de "champions nationaux" pour faciliter la compréhension, ainsi qu'un programme en cours pour présenter les opportunités. Il travaille également sur une étude pour l'accès aux financements verts avec l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI).

M. Honorat Boua, a expliqué le développement économique devait se faire de manière durable afin d'assurer une croissance économique qui ne compromet pas les besoins des générations futures. Pour y parvenir, il faut mettre en place des politiques et réglementations favorables, promouvoir l'innovation et la technologie propre, et encourager la participation de tous les acteurs concernés. Il a souligné l'importance de l'enjeu social pour le bien-être des collaborateurs, et donné des exemples tels que l'écoconception avec les turbines à gaz et la création d'écoles pour améliorer les conditions d'apprentissage et de travail.

Echanges avec les participants

- La contribution d'un participant se rapportait à la nécessité de sensibiliser les PME à la compréhension du développement durable du fait qu'ils sont des acteurs essentiels dans le tissu économique et social. Les actions de sensibilisation devraient permettre une prise de conscience de l'impact de leurs activités sur l'environnement et la société.
- La seconde contribution se rapportait aux CDN¹ auxquelles la Côte d'Ivoire s'est engagée et qui devraient servir de référence aux entreprises pour orienter leurs actions en matière de RSE et de développement durable.
- La question relative à l'accompagnement de la communication des entreprises qui adhèrent au Global Compact a permis de préciser que des activités communes entre la CGECI et les Nations Unies sont prévues à l'instar de 'African Business Leader Coalition' (ABLC), la Coalition des Chefs d'entreprises leaders Africains.
- En ce qui concerne les dispositions ou avantages concrets pour les entreprises privées qui mènent des actions RSE, il a été souligné que l'Etat a mis en place un cadre incitatif. Celui-ci demande aux entreprises de contribuer à la résolution des enjeux environnementaux et sociaux. De plus, l'Etat accorde des avantages fiscaux et économiques tels que décrits dans le Code des investissements, ainsi que des prix d'excellence, notamment le prix des industries.

¹ Les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) sont des engagements pris par les pays pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux impacts du changement climatique

- Concernant l'approche du Global Compact en matière de genre, il convient de souligner que la question du genre est abordée dans le domaine des droits de l'Homme. En effet, l'égalité entre les genres est reconnue comme un droit fondamental. Ainsi, l'adhésion au Global Compact implique, pour les entreprises, la prise en compte de cette dimension dans leur politique de responsabilité sociale.

Conclusion du panel

En conclusion du panel de haut niveau, le représentant du Ministre a mentionné que la contribution volontaire du secteur privé aux atteintes des ODD est conditionnée par un cadre réglementaire favorable qui encourage la collaboration entre le secteur privé et le gouvernement. L'urgence du développement durable et la nécessité d'une collaboration accrue entre tous les acteurs sont des enjeux clés pour atteindre les ODD. Enfin, la pérennité des entreprises est garantie lorsque le secteur privé s'engage à respecter les principes de la RSE et à contribuer de manière significative aux ODD.

PANEL 2 :

POLITIQUE RSE ET CREATION DE VALEURS AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Panelistes :

- Maître Michel Brizoua-Bi, Président de la Commission Gouvernance, Ethique et RSE de la CGECI
- Mme Laetitia Gadegbeku Ouattara, Directrice Pays, Endeavour Mining
- M. Léonce Yacé, Directeur Général, NSLA Banque
- M. Frédéric Lapeyre, Directeur Pays, Organisation Internationale du Travail (OIT)

Le panel 2 sur la politique RSE et la création de valeurs au sein de l'entreprise modéré à nouveau par M.



Jean Syrille Kossy, Manager ESG chez KPMG, avait pour objectif d'exposer les bonnes pratiques et les cas d'école en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises

Commentaires des panelistes

Opportunités et avantages pour une entreprise d'intégrer la RSE dans sa stratégie

Me Brizoua Bi a souligné que la RSE présente des avantages certains pour les multinationales et les PME. Elle offre un avantage en permettant aux entreprises de toute taille de répondre aux attentes de leurs parties prenantes, de gagner la confiance de leurs clients et de préserver l'environnement dans lequel elles opèrent.

Matérialisation de l'acceptabilité sociale chez Endeavour Mining

Mme Ouattara, Directrice pays d'Endeavour Mining, a expliqué que la responsabilité sociale et environnementale fait partie intégrante de l'ADN² de son entreprise. Endeavour Mining considère la RSE comme le risque numéro un dans le domaine minier, comme le montrent les études menées dans le secteur. La société a donc mis en place une stratégie de développement durable alignée sur les objectifs de développement durable (ODD), qui repose sur trois piliers : l'environnement, la gouvernance et le social. Cette stratégie permet à Endeavour Mining de répondre aux attentes de toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales, en veillant à ce que les impacts environnementaux et sociaux soient gérés de manière responsable tout en maintenant la pérennité de leurs activités minières.

La proposition de l'Organisation International du Travail (OIT) en tant qu'acteur

L'OIT est une organisation tripartite qui établit des conventions et des normes pour régir le monde du travail et participer au développement durable. La RSE vient en complément et ne se substitue pas à ces normes. Les entreprises ont trois grandes fonctions : la production, la coopération et la création de valeur. La RSE donne un sens aux agents de l'entreprise et permet une vision dynamique entre efficacité

² Acide désoxyribonucléique, ou ADN, est une macromolécule biologique présente dans presque toutes les cellules.

économique et éthique. Les travailleurs souhaitent plus travailler pour des entreprises qui contribuent à un objectif ou une cause qui les motivent, que pour celles qui ne cherchent qu'à créer de la richesse.

La RSE chez NSIA Banque

M. Léon Yacé, Directeur Général de la Banque NSIA a expliqué que la RSE est une pratique de longue date qui a commencé par le mécénat et une communication institutionnelle, avant de mettre en place une stratégie RSE à la suite des recommandations de ses partenaires SFI et AFD. NSIA a créé une direction crédit et RSE pour piloter cette stratégie de manière transversale. La banque a également mis en place une direction support métier pour inclure la RSE dans l'organisation, les procédures et la qualité. La politique de durabilité se concentre sur six axes : le financement responsable, le financement vert, la lutte contre la corruption, un cadre de travail agréable avec les clients, l'engagement avec la communauté et les achats responsables.

Le coût du modèle d'affaire incluant la RSE pour NSIA

NSIA considère que la RSE n'entraîne pas de coûts supplémentaires pour l'entreprise, mais plutôt des bénéfices à long terme en termes de réputation, d'image de marque et de fidélisation de la clientèle. Bien que cela puisse être considéré comme un risque de demander aux clients de s'aligner sur les critères RSE, alors que certains concurrents peuvent être moins regardants, NSIA a décidé d'en faire un élément de différenciation dans un marché concurrentiel. Enfin, NSIA est convaincu que la RSE est un moyen de renforcer sa position sur le marché tout en contribuant au développement durable et en répondant aux attentes de ses parties prenantes.

Le lien entre la RSE et la Gouvernance

Me Brizoua Bi a précisé que la gouvernance et la RSE ne devraient pas être distinguées car la qualité de la gouvernance peut être évaluée en fonction des pratiques de RSE. Il existe également des pratiques sociales et culturelles en Afrique qui sont proches de la RSE, donc il ne faut pas dramatiser le retard perçu dans certaines sociétés africaines en matière de RSE.

La prise de conscience de la RSE au niveau des PME

La CGECI et la FIPME ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation et le renforcement des capacités pour la prise en compte de la RSE.

M. Léon Yacé ajoute que NSIA a des clients et des fournisseurs PME qui prennent en compte les critères RSE dans leur choix, ce qui renforce l'importance de la RSE dans un marché concurrentiel.

Echanges avec les participants

Les échanges ont porté sur la connaissance de la RSE au niveau des collectivités locales, les projets RSE et le financement domestique, l'impact de la RSE dans les activités de Endeavour dans la ville de Zouan hounien, la contextualisation, les risques et opportunités de la démarche RSE au sein de l'entreprise, les bonnes pratiques en matière de RSE de NSIA pour l'engagement des prestataires, les critères que la Banque regarde pour identifier et accorder un financement responsable.

Conclusion du panel

Le panel a mis en lumière l'importance de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et de l'interaction entre les entreprises et le gouvernement. Mme Ouattara a souligné que la RSE devrait être au cœur de l'entreprise, mais en harmonie avec les stratégies gouvernementales, tandis que M. Yacé a expliqué comment la RSE a permis à NSIA de renforcer sa crédibilité. M. Frédéric Lapeyre a souligné que chacun a un rôle à jouer pour soutenir les mesures gouvernementales. Enfin, Me Brizoua a salué les participants pour leur contribution et a encouragé les entreprises à prendre en compte les valeurs culturelles pour aller de l'avant. En conclusion, les entreprises ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de la durabilité et dans la réalisation des objectifs de développement durable, en collaboration avec les gouvernements et les autres parties prenantes.

CLOTURE DU FORUM

Dans son message de clôture, le Directeur Afrique du Pacte mondial, Dr Hervé Lado, au nom de toutes les autorités présentes et représentées, a exprimé sa gratitude envers tous les participants et partenaires pour leur contribution constructive tout au long du forum. Les discussions ont souligné l'importance de la RSE pour les entreprises ivoiriennes.

Il a été souligné que même si certaines entreprises intègrent déjà la RSE dans leur stratégie, la majorité d'entre elles se limitent encore à des actions de mécénat et doivent donc fournir des efforts supplémentaires pour aller au-delà de cette approche.

Messages clés

1. Les discussions ont souligné que bien que certaines entreprises intègrent déjà la RSE dans leur stratégie, la plupart d'entre elles se limitent encore aux actions de mécénat. Il est donc nécessaire pour elles de fournir des efforts supplémentaires pour aller au-delà de cette approche et de prendre en compte la RSE de manière plus globale dans leur stratégie d'entreprise.
2. L'importance de mettre en cohérence les efforts du gouvernement et des entreprises pour assurer une approche globale et cohérente de la RSE.
3. La contextualisation de la RSE dans le contexte ivoirien est cruciale
4. La prochaine étape consiste à démarrer un processus de mise en place d'un réseau local en partenariat avec la CGECI pour encourager et soutenir les efforts des entreprises en matière de RSE et de durabilité



RESULTATS DES EVALUATIONS DES PANELS PAR LES PARTICIPANTS

L'analyse statistique des fiches d'évaluation du panel de haut niveau pour 73 participants ayant répondu au questionnaire se présente comme suit :

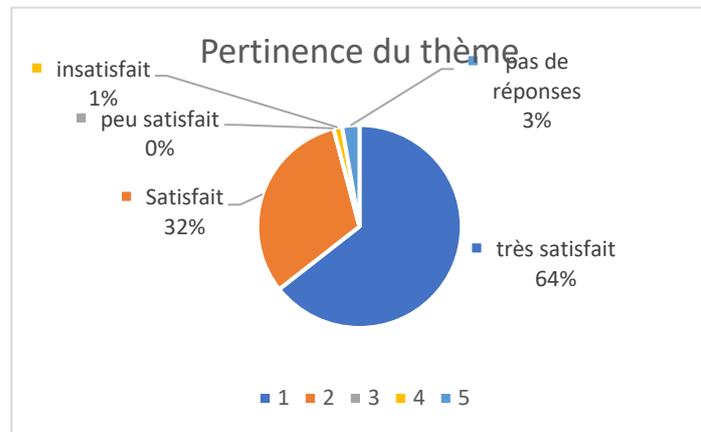
64% sont parfaitement satisfaits

32% sont satisfaits

0% sont peu satisfaits

1% sont insatisfaits

3% n'ont pas répondu



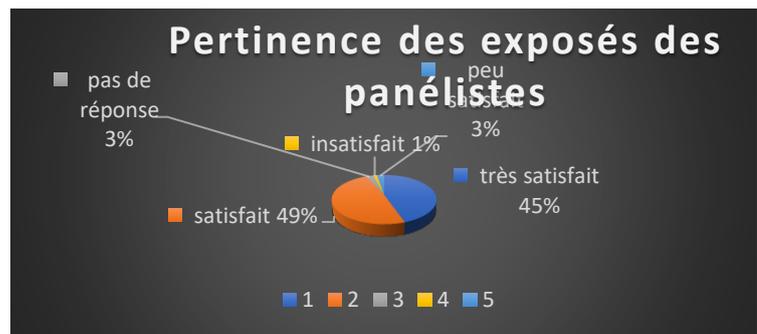
45% sont parfaitement satisfaits

49% sont satisfaits

3% sont peu satisfaits

1% sont insatisfaits

3% n'ont pas répondu



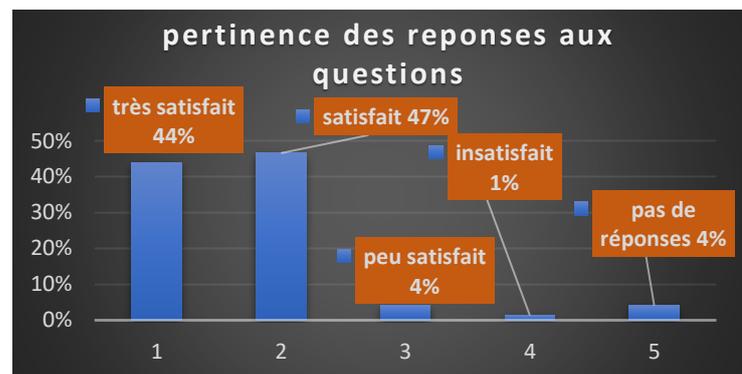
44% sont parfaitement satisfaits

47% sont satisfaits

4% sont peu satisfaits

1% sont insatisfaits

4% n'ont pas répondu



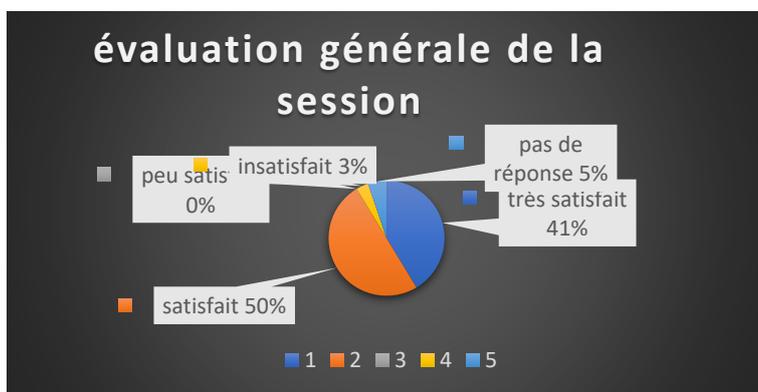
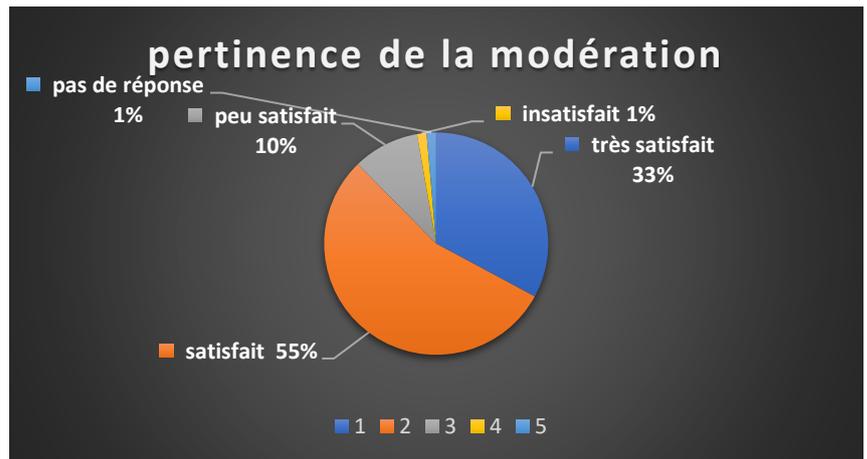
33% sont parfaitement satisfaits

55% sont satisfaits

10% sont peu satisfaits

1% sont insatisfaits

1% n'ont pas répondu



41% sont parfaitement satisfaits

50% sont satisfaits

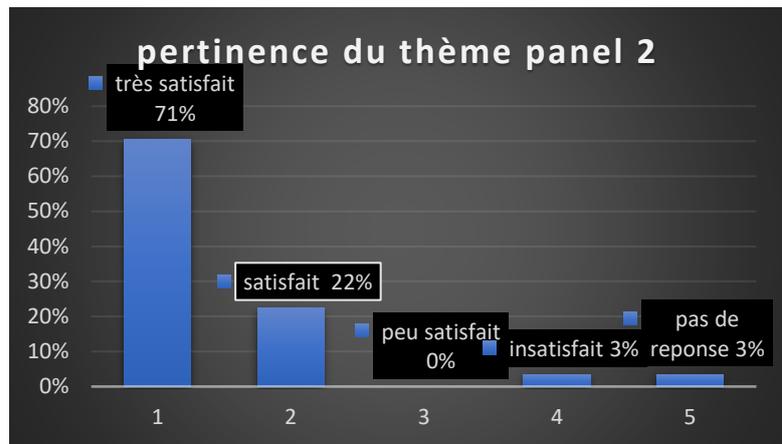
0% sont peu satisfaits

3% sont insatisfaits

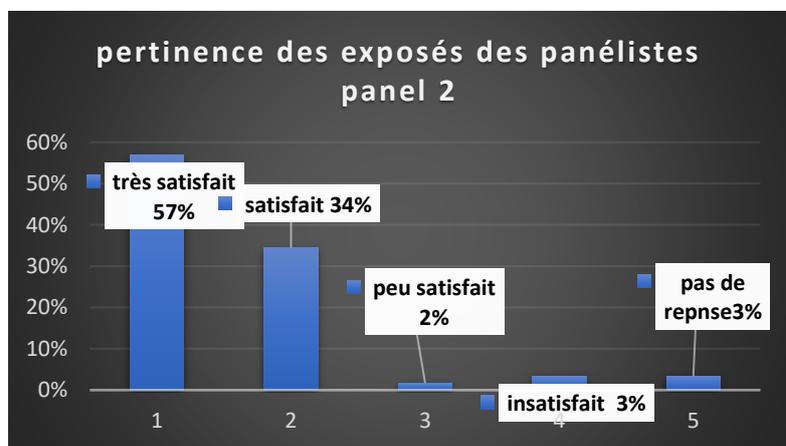
5% n'ont pas répondu

L'analyse statistique des fiches d'évaluation pour 58 participants ayant répondu au questionnaire se présente comme suit :

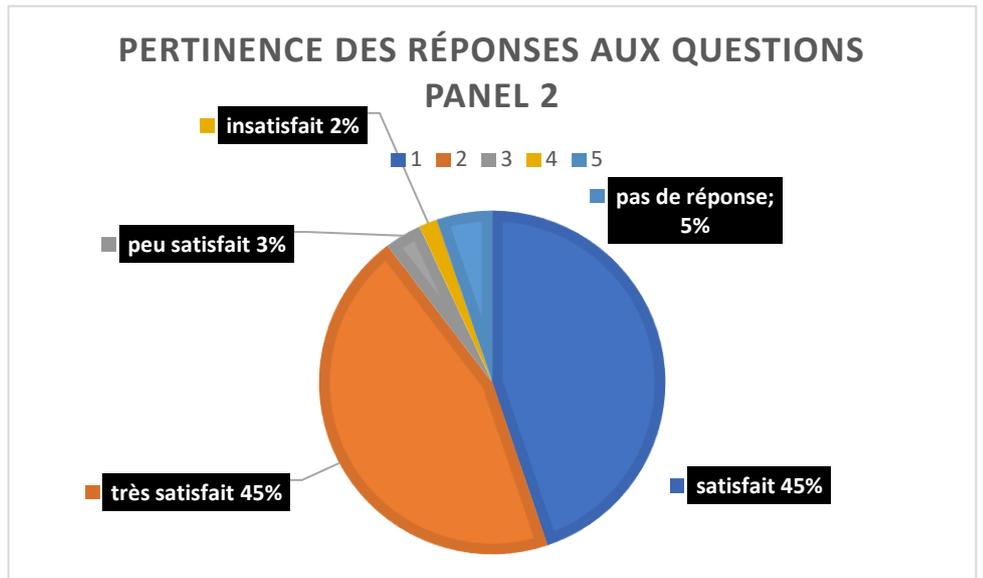
71% sont parfaitement satisfaits
22% sont satisfaits
0% sont peu satisfaits
3% sont insatisfaits
3% n'ont pas répondu



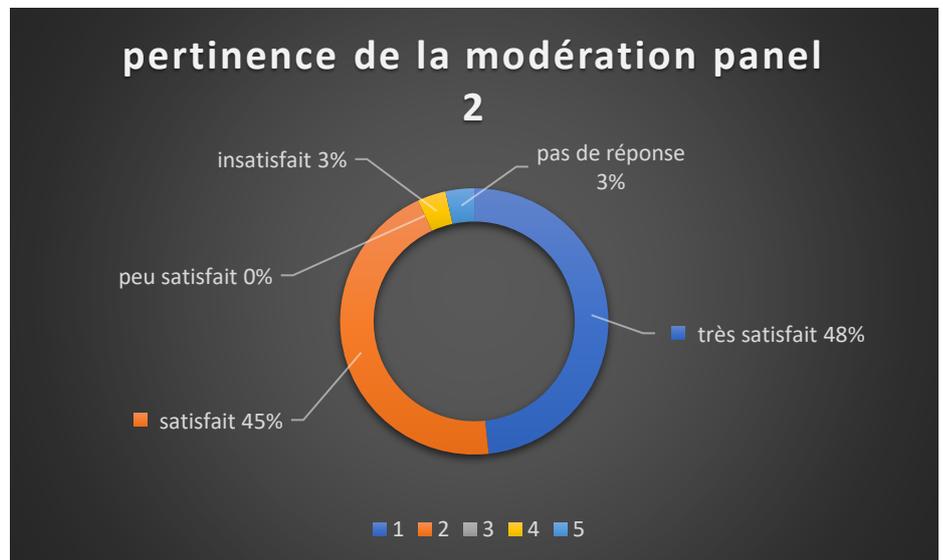
57% sont parfaitement satisfaits
34% sont satisfaits
2% sont peu satisfaits
3% sont insatisfaits
3% n'ont pas répondu



45% sont parfaitement satisfaits
 45% sont satisfaits
 3% sont peu satisfaits
 2% sont insatisfaits
 5% n'ont pas répondu



48% sont parfaitement satisfaits
 45% sont satisfaits
 0% sont peu satisfaits
 3% sont insatisfaits
 3% n'ont pas répondu



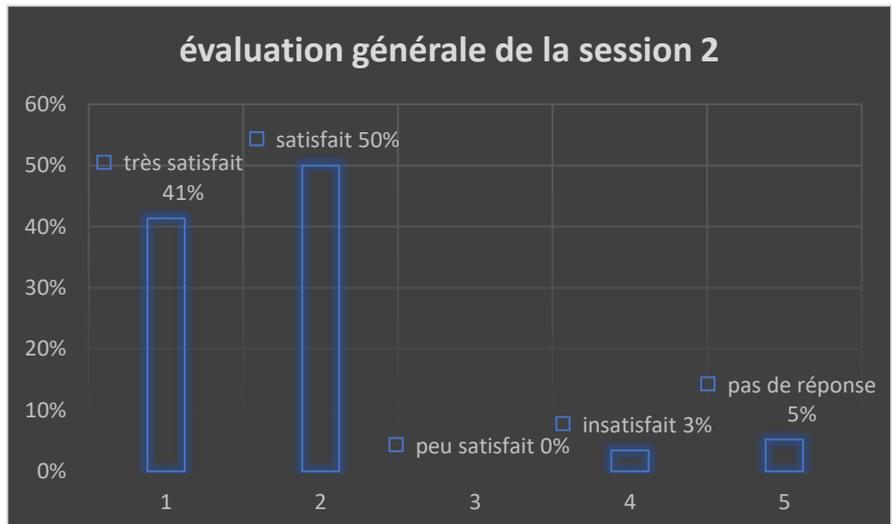
41% sont parfaitement satisfaits

50% sont satisfaits

0% sont peu satisfaits

3% sont insatisfaits

5% n'ont pas répondu



Les participants au terme de leur évaluation ont fait quelques commentaires sur les points suivants :

Les améliorations :

- Plus de temps pour la session des échanges
- Le respect des horaires et le temps imparti à chaque participant
- La durée de prise de parole du public
- La climatisation de la salle
- Les nuisances sonores

Les recommandations :

- Renforcement de capacité en matière de RSE
- La réception du résumé des interventions & messages clés par mail
- L'opérationnalisation des thématiques pour fournir aux entreprises de véritables outils de pilotage pour leur performance RSE
- La recherche des mécanismes d'accompagnement du Secteur Privé pour les entreprises engagées dans la RSE
- Un cadre réglementaire et des mesures incitatives pour la mise en œuvre d'une démarche RSE

Les points forts :

- La qualité des intervenants et des échanges ;
- La pertinence des thèmes ;
- La maîtrise des sujets par les intervenants.

Annexe : Liste des participants

| N° | Entreprise/Organisation | Secteur d'activité | Nom et prénoms | Fonction |
|----|-----------------------------------|--|----------------------|--|
| 1 | 35° Ouest | Conseil en communication | Inès RE | Consultante |
| 2 | ACML | BTP | Yao KOFFI Engine | Conseiller de Direction |
| 3 | AEER TECHNOLOGIES | Energie renouvelable | Moustapha Aime KEITA | Chef Service Informatique |
| 4 | Affectio Mutandi / Africa Mutandi | Conseil RSE & Média ODD | Guedj Pierre-Samuel | Président |
| 5 | AGES | | Mme Diop | Assistante RSE |
| 6 | AIVP | Recyclage déchets | Ahoua BROU | Directeur Exécutif |
| 7 | Aldelia | RH | Becker Manon | Country Lead |
| 8 | ARIEL STUDIO | Multimédia | AKOUMAN Memphis | Administrateur Général |
| 9 | ARTWORKS INTERNATIONAL | Conseil en gestion de risque et conformité réglementaire | KIRIMO Franck Roméo | Chef de mission |
| 10 | ARTWORKS INTERNATIONAL | Conseil en gestion de risque et conformité réglementaire | HOUNGBEDJI LIMA | DIRECTEUR COMMERCIAL & MARKETING |
| 11 | ARTWORKS INTERNATIONAL | Conseil en gestion de risque et conformité réglementaire | Serge Kouakou | CEO |
| 12 | AZITO O&M | Energie | Honorat Boua | DG |
| 13 | BHCI | Banque | Anin Johanna | Marketing |
| 14 | BICICI | Banque | Yao CARINE | Responsable de la RSE |
| 15 | BOA | Banque | Yaon Ange | Institution |
| 16 | BOA | Banque | Amani | Chargé d'affaires |
| 17 | BOA | Banque | Culibaly Zumini | R. Amm. Commercial |
| 18 | Bureau Veritas | Test, Inspection et Certification | Pfister Sandrine | Market Leader Services de Durabilité - Afrique |
| 19 | BVCL | Services | Siba M. Eric | Responsable RSE |
| 20 | Cashow Coast | Cajoux | Venn Julie | Durabilité |
| 21 | CCESP | Adto | Seke Esso | CT |
| 22 | CCESP | Adto | Ismael Coulibaly | CT |
| 23 | CCESP | Adto | Georges Copre | CT |
| 24 | CCP | Agroindustrie/Caoutchouc | Gnangue Amari-yed | Coordinateur RSE |

| | | | | |
|----|--|--------------------------------------|----------------------------|--|
| 25 | CCP | Agroindustrie/Caoutchouc | N'DA Samuel | Chef RH |
| 26 | CCP | Agroindustrie/Caoutchouc | Ahipo Serge | Responsable RSE |
| 27 | Centre de Promotion des Investissements Privés de Côte d'Ivoire | Promotion des Investissements Privés | OUPH KOLEA ESTHER | CHARGE D'ETUDES |
| 28 | Centre de Promotion des Investissements Privés de Côte d'Ivoire | Promotion des Investissements Privés | ULYSSE GUILLAO | CHEF DE SERVICE |
| 29 | CGECI | | Toure Isabelle | |
| 30 | Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire | Association | YAO Ahi Guy Arnaud | Chargé de Formation |
| 31 | Chambre de Commerce Libanaise de Cote d'Ivoire | Commerce | AKL, Serge | Directeur General |
| 32 | CIDFOR | Education/Formation | Diallo Kadjama | Sales Director |
| 33 | CIE | Energie | Anougba Effona Simphie | DSAE |
| 34 | COMMON ACTION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT CÔTE D'IVOIRE (CASDCI) | Développement Durable | ETTIEN JEAN MARCEL KOUADIO | Chargé de projet RSE |
| 35 | COMMON ACTION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT CÔTE D'IVOIRE (CASDCI) | Développement Durable | ZAHIBO LUCIEN | Analyste Humanitaire |
| 36 | Conseil régional Pays de la Loire / Ambassade de France | Mutlisectoriel | Martel Jeanne | Représentante de la Région des Pays de la Loire en Afrique de l'Ouest et Maghreb |
| 37 | Conseil RSE Côte d'Ivoire | Conseil-Formation DD/RSE | YAO Jean-Marie Michel | Responsable RSE |
| 38 | Conseil-RSE Côte d'Ivoire | Conseil-Formation DD/RSE | FOLACK Bérénice Maud | Analyste RSE |
| 39 | Conseil-RSE Côte d'Ivoire | Conseil-Formation DD/RSE | Diop Catherine | Fondatrice / Gérante |
| 40 | CONTINENTAL BEVERAGE COMPANY | Industrie Agro-alimentaire | Bongro Max Lincoln | CHARGE RELATIONS PUBLIQUES |
| 41 | Corlay CI | Telecoms | Hamane Faeé | Dir com |
| 42 | CREDIT ACCESS | MICROFINANCE | LAGO DOMINIQUE | RESPONSABLE COMMUNICATION |
| 43 | CREDIT ACCESS | MICROFINANCE | ZABAVY MARIE-SUZETTE | CHARGE DE CONFORMITE |
| 44 | Direction Gle de l'Industrie | DGI | Bart Marius | Chargé d'Etudes |
| 45 | DURABILITY | Cabinet Innovation durable et de RSE | Andy COSTA | Directeur Associé |
| 46 | DURABILITY | Cabinet Innovation durable et de RSE | Diarra Fati | directeur associe |
| 47 | ECK BTP | BTP | Koffi Richard | Responsable QHSE |
| 48 | ECO IZIS | Conduite d'accompagnement | Semeun Ines | Gérante |
| 49 | ECOBANK | Banque | Kouame kra yolande | Responsable Rse Ecobank ci |

| | | | | |
|----|---|--|------------------------------|--|
| 50 | ECOFOR SARL | Conseil/Formation | Kanga Ama Juliette | Responsable formation |
| 51 | ECO-IZIS | Communication | Semeun Ines | Gerante |
| 52 | ERNST & YOUNG | Finances Audit | RESK Diomine Antoine | Consultant |
| 53 | ERNST & YOUNG | Finances Audit | ERIC Nguessan | CMP |
| 54 | ERNST & YOUNG | Finances Audit | Moulot Mariama | RSE Responsable |
| 55 | ERNST & YOUNG | Finances Audit | Traoré Yougoudou | Chargée relations extérieures |
| 56 | EV.Tech | ENERGIE RENOUVELABLE | MOTTE Denis | DG |
| 57 | FABLAB SOLIDAIRE | Fabrication numérique | KOUAME ROLAND | Chargé d'études |
| 58 | FIPME | | SERKA Dago | Vice président |
| 59 | FIPME | Faitière de PME | Borhud Ede | Pdt commission DD |
| 60 | FIPME | Secteur privé | Ehivet Yves-Alain | Protocole |
| 61 | FIPME | | Komain sylvain | Conseiller |
| 62 | FIPME | | Yobou Jean-Dube | Assistant comm/RI |
| 63 | FIRM | TRANSPORT | Joyceline Silve | Présidente |
| 64 | ONU DC | Agence SNUDC | Fofana Inza | NPO |
| 65 | Fondation BENIANH International | ONG agissant dans l'éducation et l'enseignement supérieur | OGOUI Okaingni Athanase | Directeur Général Adjoint |
| 66 | Fonds de Garantie Automobile (FGA) | Entreprise particulière d'assurance | KOFFI N'guessan Félix Claude | Chef de Service Sinistres et Contentieux |
| 67 | FOPAO | Organisation Patronale Regionale | Diallo Ousseine | Secrétaire Exécutif |
| 68 | GEPEX | Secteur privé | Maiga Abdoul Khader | Chef des projets |
| 69 | GIPAME | Automobile | Goaracmyne Sammy | DG |
| 70 | Grant Thornton Audit & Advisory Côte d'Ivoire | Audit & Conseil | Chapperon Stéphane | Directeur |
| 71 | GRC solutions | Conseil et Formation en Intelligence Economique au service de Stratégie, Gouvernance, Risques, Compliance, RSE | Rosenwald Stéphane | DG |
| 72 | ICP | Cacao | Al-Halil Adèle | ESS Manager |
| 73 | IFG AFRIQUE | Formation | Aliou Traoré | Responsable Business Developpement |
| 74 | IFG AFRIQUE | Formation | Stéphanie LAVIE | Directrice Communication, Marketing et RSE |
| 75 | IFG AFRIQUE | Formation | Souhila MAGER | Directrice IFG AFRIQUE |
| 76 | IVOIRE COTON | AGRO-INDUSTRIE | DIARRASSOUBA MANTENAN | Assistante de direction |

| | | | | |
|-----|------------------------------|--|---------------------------------|---|
| 77 | KAMNET GROUPE | Formation/Conseil/ Etudes | Bamba Diika | DG |
| 78 | KPMG | Audit et Conseil | Ouattara Aci | Assistant |
| 79 | KPMG | Audit et Conseil | Flaien Ouedraogo | Coordinateur programme |
| 80 | KPMG | Audit et Conseil | Aguié Odette | S Manager |
| 81 | KPMG | Audit et Conseil | Kouassi Olivia | Assistante |
| 82 | KPMG | Audit et Conseil | Toure Rabi | A RSE |
| 83 | KPMG | Audit et Conseil | Diomande Saty | A RSE |
| 84 | Lafarge Holcim Côte d'Ivoire | Production et Commercialisation de ciments | Aney Paul Nicolas | Responsable Développement Durable |
| 85 | L'ONG PETITES MAINS AFRIQUE | Humanitaire | Youan Lou Baléfé Debora Lesline | Assistante partenaire |
| 86 | Make smile | Bénévole | Obrou Armande | Responsable logistique |
| 87 | Mazars | | Fatimata Diarra | Resp Business Dév |
| 88 | Mazars | Cabinet de conseil | Titchinmin Kone Epse Sissoko | Manager |
| 89 | MCIPPME | Industrie | Diabate Inza | Directeur |
| 90 | MY PROD | PRODUCTION AUDIOVISUEL ET RSE | MOREAU FLORENCE | DIRECTRICE GENERALE |
| 91 | Nestlé Côte d'Ivoire | Agroalimentaire | SAKHO Mame Pane | Directrice de la communication institutionnelle et des affaires publiques |
| 92 | NEW BEST CONSTRUCTION | BTP | Noebertus Marce Lawre | Assistante DG |
| 93 | NSIA Banque | Banque | Ouffouet Jean Fr | CS RSE |
| 94 | NSIA Banque | Banque | Ahoussi Marie-Laure | Directrice RSE |
| 95 | NSIA Banque | Banque | Nelly Yo | Chargée RSE |
| 96 | NSIA Banque | Banque | Afoumou Traoure | Chef département RSE |
| 97 | OIM | Agence des Nations Unies | Tohounde Wilfried | Consultant |
| 98 | OMS | Agence des Nations Unies | Emery Kabugi | PMO |
| 99 | ONG 4e Vich | ONG/Even impact dev.c | N'Gaetta Kpele Viviane | Présidente DG |
| 100 | ONG Petites Mains Afrique | HUMANITAIRE/Enfance nutrition education | CARIUS Khetyane | Directrice |
| 101 | ONG Petites Mains Afrique | HUMANITAIRE/Enfance nutrition education | DANHO DANIEL DESIRE | Chargé de partenariat |
| 102 | ONG Petites Mains Afrique | HUMANITAIRE/Enfance nutrition education | CARIUS Khetyane | Directrice |
| 103 | ONU Femmes | Agence des Nations Unies | Dah Sansan Joel Stephane | Reporter image |
| 104 | ONU Femmes | Agence des Nations Unies | Sylvan Koffi | Spécialiste partenariat |

| | | | | |
|-----|------------------------|--|---------------------------------|---|
| 105 | ONU Femmes | Agence des Nations Unies | Doumbia Yacouba | Responsable Programme |
| 106 | ORA BANK | Banque | Nizi Pauline | Chef Sce CRTZ Engagement |
| 107 | ORANGE CI | Telecommunication | Aphing-Kouassi Muriel | RESPONSABLE RSE |
| 108 | ORANGE CI | Telecommunication | Sarah Magassouba | Stagiaire RSE/Assistante de Direction |
| 109 | ORANGE CI | Telecommunication | Kouassi Assaman Brejnev | Expert Environnement & Développement Durable |
| 110 | ORIONIS | FINTECH | Christiane Kouame | |
| 111 | OSACO Africa | Conseil | Koffi Alain | Responsable ESG/RSE |
| 112 | OZONE INITIATIVES PLUS | CONSEIL MANAGEMENT SYSTEME | Kouakou Marie Laurence | CONSULTANT |
| 113 | PETRO IVOIRE SA | Stockage et Distribution de Produits Pétroliers et Dérivés | INES AHOURE | Chef de Département Durabilité & Sécurité |
| 114 | PETRO IVOIRE SA | Stockage et Distribution de Produits Pétroliers et Dérivés | Kouama Ismael | Responsable HSE |
| 115 | PETROCI | Pétrole | Mme BAKA Elisabeth Jérôme | Chargé de mission RSE & Décarbonatation |
| 116 | PETROCI | | M. DAN Stéphane | Responsable Cellule Grand Projet et Transition Énergétique) |
| 117 | PETROCI | | M Kossonou Charles | Collaborateur |
| 118 | PNUD | Agence des Nations Unies | Boga Christian | Economiste |
| 119 | Recyclast | Environnement | GAGAS BIBI VIII NICODÈME PIERRE | Directeur des Opérations et Projets |
| 120 | SAFPLAST | Usine | Mme Bamba Aissata DAO | Responsable RSE |
| 121 | SIBM | Béton préfabriqué | Yeo Nahoua Daouda | Coordinateur HSE |
| 122 | SIEMENS ENERGY SARL | ENERGY | DIE-KAKOU JOHANNE VANESSA | FINANCE |
| 123 | SIFCA | Agro industriel | Louloux Philippe | Responsable RSE |
| 124 | SIFCA | Agro industriel | Sié Noufé | Chef de département Développement Durable |
| 125 | SIFCA | Agro industriel | SIE Moufe | Chef Département DD |
| 126 | SIPRA | AVICULTURE | BROU CHRISTIANE | Directrice QHSE |
| 127 | SIR | Raffinages de pétrole | TRAORE EPSE DIABY INA M. | Risk manager |
| 128 | SMART ACCES | Communication | Koutouan Éric | Gérant |
| 129 | SMART ACCES | Communication | KOUTOUAN ERIC LIONEL | Gérant |

| | | | | |
|-----|------------------------------------|--------------------------|-----------------------|--|
| 130 | SMART ACCES | Communication | Koutouan Éric | Gérant |
| 131 | Société de Ciment de Côte d'Ivoire | Cimenterie | Ngatcha Dominique | Responsable HSE |
| 132 | SODECI | Eau et Assainissement | BROU Evuname | Assistant RSE |
| 133 | SODECI | Eau et Assainissement | Keth Lerihue | Dir.Dev Dur |
| 134 | SODECI | Eau et Assainissement | Mme Koffi Léontine | Directeur Adjoint Développement Durable |
| 135 | SODECI | Eau et Assainissement | Quoiho Brou Charles | |
| 136 | SONACO | Emballages | Koulibaly Makanfing | <u>Responsable Développement</u> |
| 137 | SONACO | Emballages | Kobin Mare-helee | SPRH |
| 138 | Standard Bank | Banque | Kourouma Hamed Daye | Directeur des transact bancaire |
| 139 | SUMREF | Energie Finance | Aka Gmouman | Chef de mission |
| 140 | TEXAS GRILIZ | Restauration | Cisse Nafieni | Assistante |
| 141 | TOLES IVOIRE SA (TISA) | Chimie et métallurgie | GOUE Christophe | Responsable QSE |
| 142 | TRIPME | Secteur privé | Eline TANN | Resp Comm |
| 143 | TSGMI | Transit | Mamdji Jese ph | PDG |
| 144 | UGECI | Organisation patronale | KOUASSI LENA | Responsable du Pôle Economique |
| 145 | UGECI | Organisation patronale | MASSAN PAUL | CHARGE D'ETUDES |
| 146 | UNEMAF | Agriculture forestière | Doue Ena | Chargée d'étude |
| 147 | UNESCO | Agence des Nations Unies | Doumbia Moussa | Spécialiste Education |
| 148 | UNESCO | Agence des Nations Unies | Anoma Louis | Chef projet ED |
| 149 | UNFPA | Agence des Nations Unies | Arnaud Legre | Assistant com |
| 150 | UNFPA | Agence des Nations Unies | Tuho Zanga M | Coordonateur de projet |
| 151 | UNICEF | Agence des Nations Unies | Amorim Dacossa Amanda | Partnership specialist |
| 152 | VERSOS BANK | Banque | Alre Ocatve | Chef département ng |
| 153 | VERSUS BANK | Banque | Konan Haudrey | Chargée de com digitale |
| 154 | VOODOO COMMUNICATION | Communication | M. HIE Dogbo Eric | Directeur Administratif, Juridique en charge des RH |